

**Septième Conférence des États parties  
chargée de l'examen de la Convention  
sur l'interdiction de la mise au point,  
de la fabrication et du stockage des  
armes bactériologiques (biologiques)  
ou à toxines et sur leur destruction**

15 avril 2011  
Français  
Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011

Comité préparatoire

Genève, 13-15 avril 2011

Point 5 d) de l'ordre du jour

Organisation de la Conférence d'examen: documentation de base

**Résumé établi par la coprésidence  
Atelier international consacré à l'élaboration de propositions  
concrètes pour la septième Conférence d'examen  
de la Convention sur les armes biologiques**

**Document soumis par l'Indonésie, la Norvège et l'Unité d'appui  
à l'application**

1. Du 8 au 10 avril 2011, l'Indonésie, la Norvège et l'Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ont organisé conjointement, à Montreux (Suisse), l'atelier sur lequel porte le présent document et qui a compté 58 participants de 27 pays et 9 organisations. L'atelier n'a pas abouti à des conclusions ou recommandations, mais les trois Coprésidents ont établi un résumé des débats, présenté ci-après.

2. À la séance d'ouverture de l'atelier, les participants ont entendu des déclarations de Dian Triansyah Djani, Ambassadeur d'Indonésie, Bente Angell-Hansen, Ambassadeur de Norvège, et Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui à l'application. Tous trois ont souligné que l'atelier avait pour but de recenser les propositions concrètes à examiner à la septième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction (Conférence d'examen); ils ont insisté sur l'importance d'une approche prospective, et ont souligné la nécessité de favoriser l'échange de vues et des interprétations communes entre États parties et d'un groupe régional à l'autre.

**Recensement des domaines d'action garants de la réussite  
de la Conférence d'examen**

3. Les participants ont eu communication d'informations détaillées sur les séminaires tenus précédemment en vue de préparer la septième Conférence d'examen, notamment de l'Atelier international consacré au renforcement de l'action internationale en faveur de la

prévention de la prolifération des armes biologiques (*International Workshop on Strengthening International Efforts to Prevent the Proliferation of Biological Weapons*), tenu en novembre 2010 à Beijing. Les travaux accomplis jusque-là avaient permis de recenser six domaines pouvant donner lieu à de futurs débats: processus intersessions; mesures de confiance; science et technologie; Unité d'appui à l'application; coopération et assistance internationales; respect des dispositions et vérification. Les intervenants ont également débattu des domaines d'action envisageables, nombre d'entre eux soulignant la nécessité de porter une plus grande attention à l'universalisation de la Convention et d'y consacrer plus d'énergie.

4. Il a été suggéré que les États parties étaient globalement d'accord sur la nécessité d'«agir» pour améliorer la Convention dans les domaines recensés. Les parties prenantes à l'instrument avaient arrêté un but commun. L'atelier a été le point de départ d'un processus visant à définir précisément ce que recouvrait le terme «agir». On ne s'attendait pas à une réponse unique; plusieurs solutions pouvaient convenir et l'on pouvait se livrer à une étude comparative de leurs coûts et avantages respectifs. L'heure était venue, selon certains, de dépasser le stade de l'examen de la situation de la Convention sur les armes biologiques et d'engager le débat sur des propositions concrètes.

### **Processus intersessions**

5. Les participants ont, dans l'ensemble, exprimé leur satisfaction quant aux réunions intersessions tenues entre 2007 et 2010, estimant qu'elles avaient été une excellente occasion d'aborder des questions bien réelles et d'établir des calendriers dans le cadre de réunions consacrées à la Convention, en particulier en réunissant toutes les compétences au même moment et en un même lieu. Les participants ont estimé que ces réunions avaient constitué un précieux moyen de discuter et de dégager des interprétations communes.

6. Selon certains, il fallait aller plus loin et prendre concrètement des mesures, et il faudrait à l'avenir tenir compte du fait que les points de vue nationaux étaient plus diversifiés. Les participants ont également appelé l'attention sur certains aspects des processus intersessions précédents, qui méritaient d'être réexaminés, notamment les suivants: risques de chevauchement et de répétition d'activités entre les réunions d'experts et les réunions des États parties; possibilités de poursuivre les débats dans l'intervalle séparant deux réunions, en exploitant en particulier les nouvelles technologies de communication; nécessité de ne pas porter une attention excessive à la sécurité sanitaire afin de ne pas compromettre la fonction centrale de la Convention, axée sur la sécurité en général.

7. Il a été amplement débattu des travaux à mener après la septième Conférence d'examen. Les participants ont exposé trois grandes options envisageables: maintenir le dispositif en place actuellement; opter pour une approche plus structurée, axée éventuellement sur certains articles ou sur certains thèmes; reconsidérer la nécessité d'une approche multilatérale juridiquement contraignante.

8. Les participants ont relevé que les réunions intersessions constituaient une innovation, après l'abandon des efforts visant à négocier un régime plus complet. Certains ont estimé qu'elles ne pourraient dispenser à tout jamais de dispositions détaillées de la Convention relatives à la mise en œuvre. D'autres ont estimé qu'elles étaient devenues une composante capitale des travaux menés au titre de la Convention et qu'il y avait lieu de les maintenir à titre permanent.

9. Les débats ont permis de dégager un certain nombre de thèmes pouvant être explorés par la suite: amélioration des mesures de confiance et nouvelles mesures en faveur de la transparence; élargissement des questions et déclarations relatives au respect des

dispositions; mise en œuvre et coordination des mesures correspondant à l'article X, y compris la mise en place d'un dispositif de surveillance des maladies et des moyens d'intervention; impacts des progrès scientifiques et techniques enregistrés; formation des scientifiques spécialistes des sciences de la vie aux doubles applications de la science; capacité à réagir en cas d'emploi ou d'allégation d'emploi d'armes biologiques; application de l'article V; ou encore procédures visant à lancer l'application de l'article VI.

10. Nombre d'intervenants ont fait part de leur soutien à la poursuite de l'étude des moyens d'associer des compétences aux travaux menés dans le cadre de la Convention, ce qui impliquait de mettre au point un dispositif propre à recueillir les contributions d'experts et de prévoir un délai suffisant pour que les autorités nationales étudient ces contributions et déterminent le meilleur moyen d'y répondre. Les participants ont souligné qu'il importait de faire en sorte que les experts puissent participer aux réunions et que les coûts de leur participation soient examinés. Certains étaient favorables à ce que l'on continue de profiter des réunions d'experts pour entendre les contributions des experts; d'autres préféraient que l'on adopte un cadre plus souple, par exemple des groupes de travail thématiques. Une autre solution consistait à combiner les deux approches.

11. Certains ont souligné qu'il importait de préserver les réunions des États parties; d'autres ont estimé que ce cadre était d'utilisation limitée. La supervision que ces réunions permettaient d'opérer pouvait encore servir des questions telles que l'application à l'échelle nationale. Quelques intervenants ont estimé que des États parties pouvaient trouver gênant de passer directement à une réunion des États parties sans avoir eu auparavant l'occasion de consulter leurs partenaires et de faire état de leurs vues.

12. La question de l'éventuel pouvoir décisionnel d'un futur processus intersessions a été soulevée à plusieurs reprises. Les participants ont souligné qu'il importait de déterminer les domaines précis dans lesquels des décisions pourraient être prises. Il a également été suggéré que certaines questions risquaient de ne pas être adaptées à la prise de décisions par les États parties, notamment les codes de conduite et la formation des scientifiques spécialistes des sciences de la vie aux doubles applications de la science, pour lesquels il était bien plus judicieux d'associer les communautés en jeu que d'imposer des décisions.

## Mesures de confiance

13. Les participants ont entendu un bref exposé retraçant l'histoire des mesures de confiance, décrites comme le seul mécanisme propre à améliorer la transparence, institué d'un commun accord par les États parties. La participation au processus des mesures de confiance demeurait relativement faible. Cela pouvait, comme il a été suggéré, correspondre à deux comportements différents de la part des États parties: soit ils étaient dans l'impossibilité de remplir leur déclaration au titre des mesures de confiance, et donc avaient besoin d'une aide pour ce faire; soit ils *se refusaient* à le faire, ce qui appelait l'adoption d'approches différentes. Il a également été dit que la qualité des déclarations soumises était très variable. Il a été avancé que les moyens propres à garantir la participation faisaient défaut, tout comme un mécanisme permettant d'établir les meilleures pratiques.

14. Des intervenants ont souhaité l'adoption d'une approche double pour l'amélioration des mesures de confiance: il s'agissait d'une part de recenser les «petits ajustements» à apporter pour rendre les formules plus faciles à remplir et mieux adaptées, décision qui pouvait être prise directement à la Conférence d'examen; et d'autre part d'opter pour une approche à plus long terme, éventuellement dans le cadre du processus intersessions suivant, consistant à envisager de reconfigurer les mesures de confiance de sorte qu'elles jouent un rôle plus important dans le cadre de la Convention. Il a été suggéré qu'en fin de

compte il pourrait être nécessaire d'envisager des déclarations d'engagements contraignants et de nouveaux dispositifs propres à garantir la transparence pour les nouvelles activités.

15. Lors de l'atelier, les participants ont également évoqué un certain nombre de difficultés qui se posent à l'amélioration des mesures de confiance, et ils ont débattu des solutions à envisager, notamment les suivantes: offre d'une aide pour les coûts des activités requises pour réunir les données nécessaires; simplification des formules; instauration de mesures d'encouragement à participer au processus. Il a été dit qu'on ne savait pas très bien si les mesures de confiance devaient être comprises comme des outils de vérification ou comme des mesures d'instauration de la confiance, doute que l'on pouvait dissiper en s'attachant plus nettement, à l'avenir, au renforcement de la transparence.

16. La question de l'analyse collective des données communiquées au sujet des mesures de confiance a également été abordée. La plupart des déclarations au titre des mesures de confiance étant encore affichées sur la section du site Web de l'Unité d'appui à l'application d'accès restreint, l'Unité était le seul intervenant capable d'analyser les éléments soumis. Certains ont souhaité que l'Unité d'appui à l'application expose chaque année les grandes tendances observées dans la soumission des informations au titre de la Convention, en s'abstenant de citer nommément les États parties. D'autres intervenants ne voyaient pas l'utilité de procéder à une analyse d'ensemble des mesures de confiance.

17. Selon les intervenants, il restait à déterminer la façon dont les États parties pouvaient exploiter l'information communiquée dans le cadre des mesures de confiance. Certains ont souhaité un renforcement des mesures pour assurer le suivi des communications de données ou pour demander des éclaircissements, notamment la tenue de réunions supplémentaires et de nouvelles occasions d'échanger l'information; l'élargissement du rôle de l'Unité d'appui à l'application de sorte qu'elle puisse réclamer les formules manquantes; ou encore une assistance plus fournie pour favoriser la participation.

18. Certains participants ont fait des propositions détaillées pour modifier certains éléments des formules actuelles. Un intervenant a exposé dans le détail l'initiative prise par l'Allemagne, la Norvège, la Suisse et le Forum de Genève en vue de recenser les modifications à apporter aux formules susceptibles d'être examinées à la septième Conférence d'examen. Il a été aussi question de diverses modifications d'ordre plus général, notamment de l'élargissement des mesures de confiance de façon à ce qu'elles cadrent mieux avec l'article X, du recours aux mesures de confiance comme moyen de rassembler les offres et les demandes d'assistance, de la modification du format pour la communication des données, passant de fichiers figés au format PDF à un mode de présentation plus interactif.

## **Science et technologie**

19. Des intervenants ont souligné qu'il importait de s'intéresser aux bienfaits de la science et de la technologie pour la Convention sur les armes biologiques ainsi qu'aux risques d'utilisation malveillante. L'impact des progrès dans ces domaines ne se limitait pas au champ d'application de la Convention mais pouvait aussi retentir sur sa mise en œuvre et son fonctionnement. Plusieurs participants ont demandé que soient instaurés des contacts réguliers et formels entre scientifiques et États parties à la Convention, et ont fait observer que la circulation des informations et des idées devait se faire dans les deux sens.

20. Compte tenu de la vitesse et de l'ampleur des progrès enregistrés dans les sciences de la vie et les technologies, la question s'est posée de la nécessité de procéder plus souvent que tous les cinq ans à un examen de ces domaines. Pour la plupart, il fallait passer à une cadence supérieure. Pour d'autres, un examen complet ne s'imposait que tous les cinq ans mais les activités menées dans l'intervalle séparant deux examens étaient des plus utiles.

Les participants ont reconnu la valeur des échanges qui se tenaient pendant l'intersession, tout comme l'importance de ne s'attacher qu'à un ou deux aspects de la science et de la technologie, plutôt que de tenter d'examiner l'intégralité de la question chaque année.

21. Face à l'accélération et à la multiplication des progrès de la science et de la technologie, il fallait que le processus de la Convention s'appuie sur une palette plus large de compétences spécialisées, que ne pouvait offrir un simple comité consultatif. L'attention des participants a été appelée sur les activités d'un réseau consultatif sur la science, existant de fait et bâti sur les travaux du Groupe interacadémies sur les questions internationales (IAP), à savoir le Réseau mondial d'académies des sciences et les unions scientifiques internationales.

22. Il a été fait deux propositions concrètes et détaillées de cadres propres à gérer les progrès de la science et de la technologie. Un participant a suggéré de mettre en place un processus annuel dans lequel les États parties se réuniraient pour déterminer la ou les questions scientifiques à inscrire en vue de leur examen l'année suivante. Un organe scientifique indépendant – l'IAP, par exemple – serait ensuite chargé des travaux préparatoires à l'examen de la question retenue. Les scientifiques associés aux travaux préparatoires de l'examen en débattraient ensuite avec les experts techniques nationaux d'États parties lors d'une réunion consultative scientifique, dont les participants se pencheraient ensuite sur les incidences des points examinés et établiraient un rapport à l'intention des États parties. Lors de la Réunion des États parties, le rapport serait examiné et une décision serait prise sur la suite à y donner, puis il serait décidé de la ou des questions à examiner l'année suivante.

23. Une deuxième proposition a été faite, consistant à créer un groupe permanent d'évaluation, qui serait constitué d'environ 24 membres nommés par les États parties pour une période de cinq ans. Ce groupe pourrait rendre compte des progrès marquants accomplis dans les domaines scientifique et technologique, recensant les technologies et techniques qui présentent les plus grands risques d'utilisation malveillante et examinant la façon dont les progrès de la science et de la technologie pourraient contribuer à l'action menée en vue de faire face aux maladies. Le groupe pourrait également s'occuper des questions des doubles usages, notamment de la formation des scientifiques spécialistes des sciences de la vie aux doubles applications de la science ou encore des codes de conduite. Il pourrait aussi aider à la mise au point des stratégies de communication utiles. La composition du groupe devrait être équilibrée sur le plan de la représentation géographique, et comprendre des membres du secteur privé et du secteur public, qui auraient des compétences en maladies humaines, animales et végétales. Le groupe se réunirait annuellement et rendrait compte aux réunions des États parties, qui transmettraient à la conférence d'examen à venir toute question nécessitant une mesure de suivi.

### **Unité d'appui à l'application**

24. Un certain nombre de possibilités de soutien institutionnel à la Convention ont été débattues: organisation intergouvernementale à part entière, secrétariat international, unité d'appui à l'application, entre autres. Il a été rappelé que le type d'appui institutionnel, son ampleur et sa capacité dépendraient des futurs travaux de la Convention. De nombreux intervenants ont appelé à renouveler le mandat de l'Unité d'appui à l'application.

25. Il a été débattu du rôle actuel et des activités de l'Unité d'appui à l'application. Nombre des activités actuellement menées par l'Unité – appui aux réunions tenues au titre de la Convention, application à l'échelle des pays, participation à la mise en œuvre des mesures de confiance dans l'optique d'une plus grande adhésion à la Convention, ou encore activités d'information et de communication – devant se poursuivre à l'avenir, certains ont indiqué que l'intervention de l'Unité d'appui à l'application dans ces domaines était encore

requis. Il a également été débattu des dispositifs en place sur les plans pratique et logistique et des relations entre l'Unité d'appui à l'application et le Bureau des affaires de désarmement.

26. Lors des échanges, des suggestions ont également été formulées quant aux nouveaux domaines dans lesquels l'Unité pourrait devoir agir et à de nouvelles modalités de travail. Certains ont estimé qu'en l'état actuel, le mandat de l'Unité était assez vaste pour englober toute activité qu'elle risquait de devoir mener, y compris les travaux relatifs à l'application de l'article X. La possibilité d'utiliser l'Unité comme organisme centralisant les demandes d'assistance a également été abordée. Plusieurs intervenants ont souhaité que l'Unité conserve une certaine latitude dans ses activités, et toute sa neutralité dans la coopération avec les États parties.

27. Les ressources humaines de l'Unité ont été citées comme étant l'entrave principale à la conduite de ses activités: elle devait renoncer au tiers ou à la moitié des activités qu'elle pouvait mener faute du personnel voulu pour les prendre en charge. Certains ont également souligné combien il importait que l'Unité dispose du soutien administratif requis.

28. La question des contributions volontaires a également été débattue. Jusque-là, ces fonds n'avaient servi qu'à l'exécution du mandat actuel de l'Unité, mais la question a été posée d'éventuels futurs conflits d'intérêts et de la nécessité de veiller à ce que tous les États parties tirent avantage des travaux de l'Unité. Les contributions volontaires avaient permis à l'Unité d'élargir la portée géographique de ses activités. Il a été proposé que, dans son rapport annuel, l'Unité fournisse des informations budgétaires détaillées la concernant.

### **Coopération et assistance internationales**

29. Les participants ont souligné l'importance que revêtent en général l'assistance et la coopération dans le cadre de la Convention, certains qualifiant la Convention d'instrument de coopération internationale en faveur de la sécurité et du développement. Le problème du déni politique des transferts et des mesures à prendre à cet égard a été soulevé.

30. L'attention a été appelée sur l'importance à attacher à la viabilité et sur la nécessité d'éviter tout chevauchement d'activités dans la coopération en vue du renforcement des capacités. Le constat a été fait que les perceptions de l'assistance et de la coopération avaient évolué ces dernières années et qu'avec la diffusion des capacités en matière de sciences de la vie dans le monde entier, les approches internationales de ces questions avaient évolué elles aussi. Le sentiment général était qu'il y avait concrètement la possibilité d'améliorer la façon dont les États parties se concentraient en vue de coopérer et de renforcer les capacités.

31. Il a été dit également que l'équilibre entre les volets régulateur et incitatif de la Convention n'avait rien d'un jeu à somme nulle: ces deux volets se nourrissaient mutuellement dans une spirale – profitant à chacun – qui aboutissait au renforcement de la confiance, des capacités, de la sécurité et du développement. Il existait des moyens d'améliorer l'application de l'article X contribuant au renforcement de l'efficacité d'ensemble de la Convention, et des moyens d'améliorer le volet sécurité de la Convention contribuant à la coopération, à l'assistance et au transfert de technologies. Nombre de participants ont résolument soutenu une proposition de mécanisme visant à améliorer l'application de l'article X, souhaitant toutefois des précisions quant à ce qu'un tel mécanisme impliquerait. Certains ont souhaité que soit créé un groupe de travail chargé d'examiner les modalités à suivre pour appliquer pleinement l'article X et pour intensifier l'action en faveur de la coopération et de l'assistance.

32. Les participants se sont penchés sur les liens étroits entre l'article VII relatif à la fourniture d'une assistance après l'emploi d'une arme biologique, et l'article X relatif à la

coopération internationale et au développement. Ils ont étudié les possibilités de coopération et d'assistance internationales et ont souligné l'importance du renforcement des capacités à réagir en cas d'allégation d'emploi d'armes biologiques; du renforcement des capacités de détection des poussées de maladie infectieuse; des capacités d'atténuation de ces poussées et d'intervention pour y faire face; de l'amélioration des systèmes de santé nationaux; du renforcement de la sûreté et de la sécurité biologiques; de la participation aux réunions se tenant au titre de la Convention; du renforcement de l'application nationale; et de l'intensification de la coopération Sud-Sud.

33. Des propositions ont également été faites en vue d'améliorer le partage de l'information sur la coopération et l'assistance internationales, consistant notamment à: utiliser les déclarations au titre des mesures de confiance pour recueillir les données détaillées figurant dans les demandes d'assistance et celles concernant les moyens de fournir cette assistance; réaliser quelques études de base sur les données récoltées; utiliser l'Unité d'appui à l'application comme organisme de centralisation des demandes d'assistance; créer et gérer des bases de données regroupant les offres d'assistance et les compétences utiles présentes dans les organisations internationales, ou accéder à de telles bases de données; compléter le site Web de la Convention par des informations sur les possibilités d'assistance et de coopération internationales; renforcer la collaboration entre l'Unité d'appui à l'application et les points de contact nationaux; et évaluer les besoins extérieurs pour faciliter les demandes d'assistance.

### **Respect des dispositions et vérification**

34. Les intervenants ont évoqué la nécessité de déterminer la façon dont les États parties peuvent apporter aux autres la preuve qu'ils respectent les obligations que leur impose la Convention, ainsi que la nécessité de trouver les moyens de convaincre que les autres respectent eux aussi leurs obligations. Certains ont souhaité que les procédures et pratiques en place à cet égard soient perfectionnées. Plusieurs ont souligné qu'il importe que les initiatives prises dans ce domaine soient prospectives, compte tenu des changements importants survenus ces vingt dernières années en matière de sécurité au sens large. Les progrès de la microbiologie médicolégale par exemple pourraient offrir de nouveaux moyens d'investigation en cas d'allégation d'emploi d'une arme biologique. Les participants ont pris note de la possibilité d'instaurer une autre voie, indépendante, qui ne soit pas subordonnée aux litiges passés. Certains ont aussi demandé que les États parties disposent d'un espace de réflexion stratégique pour explorer les possibilités de futurs travaux dans ce domaine.

35. Les débats ont porté sur les mesures prises par le passé pour garantir le respect des obligations découlant de la Convention. Il a été dit que dès les premiers jours d'activité du Groupe spécial s'étaient tenus de longs débats sans issue sur la possibilité de vérifier le respect de ces obligations. Plusieurs participants ont fait observer que dans sa tâche le Groupe spécial ne cherchait pas à élaborer un protocole de vérification mais plutôt à établir un protocole permettant de renforcer la Convention. D'autres ont indiqué que malgré cela le protocole finissait par renfermer nombre d'outils de vérification.

36. Plusieurs participants ont mis en garde contre le risque qu'en se livrant au réexamen de la vérification l'on aboutisse au même débat discordant tenu par le passé; ils ont conseillé d'axer plutôt les efforts à venir sur l'évaluation et la surveillance du respect des dispositions. À cette fin, il a été proposé qu'avant toute chose les États parties tentent de déterminer à quoi ressemblerait le respect des dispositions de la Convention. Certains ont suggéré qu'en établissant d'un commun accord ce qu'un État devait faire pour être en conformité avec la Convention, il devenait possible d'élaborer des outils permettant d'évaluer le respect des obligations. D'autres ont estimé qu'en fin de compte toute initiative

visant à évaluer le respect des dispositions imposerait des engagements juridiquement contraignants. Certains ont souhaité la mise en place d'un groupe de travail chargé d'examiner les questions de respect des dispositions.

37. Plusieurs participants ont fait part d'approches axées sur l'élaboration d'instruments renfermant des outils qui, combinés, permettraient d'évaluer le respect des obligations. Il s'agissait notamment d'étoffer le mécanisme déjà en place pour l'étude du respect des dispositions de la Convention dans le cadre des conférences d'examen; de développer les capacités d'investigation en cas d'allégation d'emploi d'une arme biologique; d'explorer les moyens de faire des déclarations; d'améliorer les mesures de transparence; de renforcer les procédures de consultation au titre de l'article V; et de faciliter l'échange d'informations sur les événements suspects liés à des maladies et les allégations d'emploi d'une arme biologique.

38. Pour certains, la seule façon de créer un régime propre à renforcer la Convention consistait à mettre en place un mécanisme juridiquement contraignant portant sur toutes les dispositions de la Convention sur les armes biologiques. Selon eux, une approche fragmentaire ne convenait pas. D'autres ont défendu une formule à plusieurs composantes, dont chacune serait testée en fonctionnement, et qui seraient ensuite recombinaison de façon équilibrée, éventuellement dans un cadre juridiquement contraignant.

### **Conclusions – Comment se préparer à une Conférence d'examen réussie**

39. Il a été conseillé aux États parties de tout faire pour garantir le succès de la Conférence d'examen. Les participants ont débattu de la nécessité de déterminer des critères de réussite bien avant que la Conférence ne commence. Il a été suggéré de ne pas se limiter au plus petit dénominateur commun: les États parties devaient s'efforcer de trouver des domaines où il était possible d'agir et où les mesures prises feraient réellement la différence en termes de paix et de sécurité internationales.

40. Des conseils ont été donnés sur la façon de parvenir à de bons résultats, notamment sur l'importance qu'il y avait à:

- a) Ne pas perdre de temps – il fallait associer celles et ceux qui étaient susceptibles d'influer sur les débats et leur issue;
- b) Écouter attentivement – afin de bien comprendre les positions et les points de vue qui animaient ces intervenants;
- c) Cultiver les bonnes relations entre négociateurs – les conférences échouent le plus souvent non pas en raison des divergences de position des pays mais bien parce que l'on a négligé d'instaurer de bonnes relations;
- d) Se concerter avec toutes les parties prenantes – les États parties, via les missions qui les représentent ou avec les autorités nationales, mais aussi la communauté au sens large, les organisations non gouvernementales, le secteur industriel et les chercheurs;
- e) Jeter des ponts entre groupes de pays attachés aux mêmes principes et entre coalitions – afin d'encourager les parties prenantes à se retrouver dans un espace commun.